

# Le quotidien du peuple

MARDI

6

JANVIER

1976

N° 76

1,50 F

Belgique : 15 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

## concorde: LE REVE DEÇU DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

Concorde, le gouvernement français à l'époque gaulliste avait voulu en faire un symbole. Le symbole des capacités de l'industrie française, de l'aéronautique à rivaliser avec succès avec les USA et à affirmer dans ce domaine l'indépendance et la puissance de la France. Concorde portait sur ses ailes le mythe gaullien du prestige et de l'indépendance de la France contre la superpuissance américaine. C'était également le symbole, et son nom en témoigne, de la coopération franco-britannique. Si sur tous ces points Concorde reste un symbole, c'est un symbole d'échec.

N'est-il pas hautement symbolique en effet que l'avenir de ce qui est présenté comme le fleuron de l'industrie française d'avant-garde soit suspendu à l'humeur de quelques députés américains. Que la Chambre des Représentants décide d'interdire l'atterrissage de Concorde à New York, et c'est un enterrement presque sûr pour l'exploitation commerciale du supersonique. En décidant de la construction du Concorde, le gouvernement français, s'appuyant sur le succès de la Caravelle et l'avance technologique de l'aéronautique française escomptait conquérir un impor-

tant marché et le soustraire aux USA. Quatorze milliards ont été investis dans ce projet, une part importante de l'industrie française en dépend. Alors que la réalisation de Concorde a finalement été menée à bien, que sa réussite technologique est indéniable, jamais la dépendance de l'économie française depuis 58 n'avait été aussi marquée vis à vis des USA.

L'angoisse du gouvernement français en attendant de la décision de la Chambre des Représentants est révélatrice de la réalité de la politique d'indépendance nationale qu'il prétend mener. Les gouvernements français et britannique peuvent agiter la menace de représailles en cas de refus US, ce n'est que parole de matamores, car ils n'ont pas les moyens de cette politique.

Le voyage en Concorde de Giscard aux USA, annoncé pour mai, ne modifie en rien ce constat.

En choisissant d'investir massivement dans la construction d'un supersonique civil, l'imperialisme français, du fait de ses moyens limités, délaisse d'autres investissements possibles, à moindre rentabilité pensait-il. La filière française en électronique était abandonnée, le développement d'une informatique indépendante également. Quatorze milliards d'investissements pour un avion qui n'est aujourd'hui qu'un avion d'hommes d'affaire, qui risque de rarement voler ! C'est aussi un des signes du gaspillage de cette société capitaliste en crise, et dont les travailleurs, ceux de l'aéronautique particulièrement, risquent de faire les frais.

Serge LIVET

## CHILI :

### Pinochet aux abois



Pinochet a des ennuis. Avec sa propre junte de gorilles.

En tête des «contestataires», le général d'aviation Leigh, principal tête «pensante» du coup d'état fasciste de 1973. Ils sont dix généraux qui réclament des «changements», sans quoi ils passeront à l'action dans les deux mois. Entre autres, ils réclament la dissolution de la féroce police politique, la «DINA». En même temps, un autre personnage important de la bande, le général Sergio Arellano Stark, chef d'état-major des armées, vient de donner sa démission.

Serait-ce que les plus féroces fascistes contemporains se découvrent une subite vocation de «démocrates» ? En réalité, le signal vient de Washington. Pour la première fois, on a vu, en effet, le représentant américain à l'ONU voter en faveur d'une motion de l'Assemblée Générale condamnant «la flagrante et constante violation des droits humains élémentaires et des libertés fondamentales» par le régime chilien. De même, l'administration Ford a décidé de supprimer aux bourreaux de Santiago l'aide financière pour l'année 1976.

suite p. 8

Concorde aux USA devant la statue de la Liberté



voir nos informations page 4

### C.H.R. de Bordeaux

### UN MORT SUR LE CHANTIER : TOUS EN GRÈVE

«C'est un assassinat... Tu entends, c'est un assassinat». Les travailleurs en grève depuis bientôt quatre semaines ne veulent pas qu'un autre mot soit employé : le mardi 16 décembre 1975, leur camarade Jacky est mort assassiné.

Le chantier du CHR (Centre Hospitalier Régional) de Pellegrin dans la partie ouest de l'agglomération bordelaise. Un gros chantier, 400 ouvriers y travaillent. Un énorme bâtiment à trois branches : un tripode. suite page 5

### COUP DE FEU CONTRE UN JEUNE encore une bavure ?

A Bordeaux, dans un bar du quartier de la gare St-Jean, une bagarre oppose une dizaine de jeunes entre eux. Des flics venus pour embarquer tout le monde avec leur douceur habituelle se sont faits recevoir sans ménagements. Un des agents a

alors dégainé son pistolet et tiré, blessant un des jeunes, qui a dû être hospitalisé. Selon son explication, il a tiré en l'air, et c'est en levant les mains que le jeune a été atteint au bras. Il reste à savoir ce que «en l'air» veut dire pour ce flic...

### UN SOLDAT INCULPÉ EN COUR DE SÛRETÉ DE L'ETAT, RÉCEMMENT LIBÉRÉ TÉMOIGNE (voir page 4)

la vie du journal

dans notre courrier

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL. Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au : QUOTIDIEN DU PEUPLE en téléphonant au : 208 65 61 Paris de 8 h. 30 à 13 h.

F.P.A. : FORMATION BIDON

Camarades, Vous trouverez ci-joint la photocopie d'une lettre de la Préfecture du Nord refusant de titulariser un employé sous prétexte que son CAP n'est pas valable parce qu'il vient d'une Formation Professionnelle Accélérée. Or, deux autres em-

ployés possédant le même CAP ont été titularisés. Si cet employé ne l'a pas été, c'est parce qu'il s'est montré trop combatif lors d'une grève l'an passé. C'est encore là, un fait significatif de répression. La FPA = formation bidon.

Dunkerque

Je vous envoie ce poème qui représente pour moi ce qui se passait il y a une trentaine d'années dans les familles populaires.

LE NOËL DES «POURQUOI PAS NOUS»

D'immenses plats préparés ornent le marbre rose des tables. Tout étincelait et regorgeait de succulentes victuailles. Et dans la joie de ce pantagruélique et infâme festin, Les dindes, de rubans décorés, trônaient parmi la ronde des vins.

Le gui, le houx et les guirlandes pendues à la muraille Agrémentaient et jetaient un regard sans joie sur la ripaille. Cette insolente ripaille des ventres «sans faim».

Au dehors, en bande, venant de la zone, quelques gamins Le nez mécheux, blouses rétrécies ou trop longues volant au vent, Figés, ébahis, léchaient à travers les vitrines

O sacrifiants ! Voulez-vous foutre le camp, sacrés morveux Ce n'est pas votre place, ici, ventres creux. Non Monsieur, nous ne fuirons pas, bien au contraire Nous venons voir ceux qui ruinent nos pères Choisir leurs menus, pour que leurs ventres en éclatent Croyez que nous en ririons à nous en dilater la rate. Zieztez les copains, cui là-bas qui s'avance C'est le patron de l'usine avec son cigare, sa grosse panse.

Moi, ma mère a acheté du bœuf pour faire du bouilli, Du vermicelle, des carottes, des navets, qu'elle a dit Ce soir c'est Noël, nous ferons comme les autres Pourvu que ton père ne s'attarde pas trop au café LACLAUTTE

Moi... ma petite sœur est malade, et le docteur, J'y étais, est venu la voir tout à l'heure. Même qu'il a dit, elle est très fatiguée cette enfant Beaucoup de viande, de légumes verts, des médicaments

Ma mère s'est mise à pleurer Quand la porte s'est refermée...

Si qu'on lui chipait, pour ta sœur, des oranges, Dis, qu'en dit Féfé, c'est bien ta préférée Solange Chacun une ou deux, vite et l'on s'enfuierait Allez, rentrez dans la boutique, moi je fais le guet.

Et dans les mains, dans les poches, les vitamines Par milliers, fuyèrent, fuyèrent. Et disparurent dans la bruine.

Un travailleur retraité de Limoges

Le Quotidien du Peuple publication du PCR (ml) Adresse postale : BP 225 75 924 Paris Cedex 19 CCP n° 23 132 48 F Paris Directeur de publication Y. CHEVET imprimé par IPCC Paris distribué par les NMPP Commission Paritaire : 56 942

communiqué de presse de l'UL-CFDT de Besançon

«Depuis le 4 décembre, des militants syndicaux, politiques et des soldats sont incarcérés à Paris pour délit d'opinion. Rien ne peut justifier aujourd'hui ces inculpations, les avocats l'ont montré : les dossiers sont vides, il n'y a pas d'entreprise de démoralisation de l'armée».

Mais pour ne pas perdre la face, il garde en prison quelques otages.

Après le «complot international contre l'armée française», il veut nous faire croire à l'existence d'un noyau dur d'«irresponsables» qui risquent de payer pour tous.

Le pouvoir s'est servi d'une juridiction d'exception à des fins politiques : dénaturer le mouvement des soldats et s'attaquer aux organisations démocratiques. Le pouvoir pris à son propre piège tente maintenant de minimiser l'affaire par des déclarations de généraux de l'état-major.

L'Assemblée générale des militants CFDT a décidé de continuer ses actions jusqu'à la libération de tous les emprisonnés. Dans ce sens, l'UL-CFDT organise le mardi 6 janvier au Théâtre Municipal à 20 h 30 un meeting avec la participation d'avocats et d'autres personnalités.



COUPABLE DE TENTATIVE DE SOMMEIL...

Je vous envoie l'histoire d'une nuit à Paris, gare du Nord, le 19 décembre 1975. N'ayant pas pu avoir de tickets de train, parce que les guichets étaient fermés, les inspecteurs SNCF voulaient nous éjecter de la gare ; laisser deux filles dehors, en pleine nuit, au milieu des proxénètes et ivrognes, c'est dégueulasse !

On a trouvé «refuge» au Poste de Police, où là, on a assisté au passage à tabac d'un jeune de 16 ans. Il était coupable de tentative de sommeil dans un train, ce qui lui valu pas mal de coups de poings. Voyant que ce jeune voulait porter plainte pour coups et blessures, nos braves flics se sont mis d'accord sur une autre version des faits, de connivence avec les inspecteurs SNCF : le jeune aurait heurté une marche en descendant du train.

En plus, les flics nous ont proposé des montres à 80F provenant des confiscations

douanières pour arrondir les fins de mois, peut-être ! La corruption de la police, ce n'est vraiment pas du baratin !

Une lectrice d'Aix

A PROPOS DES FILMS DE SCIENCE-FICTION

Le 17 décembre dernier, en page 7, paraissait un article sur les films de science-fiction (Villard). D'accord avec le fond de l'article, c'est-à-dire, science-fiction = oublier les problèmes. Mais il ne faut pas tout jeter. Je ne parle pas des films de science-fiction mais des livres. Il y en a, de plus en plus, surtout américains, qui font autre chose que de prolonger la société technologique. Il y en a maintenant qui abordent les rapports entre les gens et leur transformation, et aussi sur la nature ; etc... Que ce soit des rêveries de marginaux américains est possible. Justement, ce qu'ils n'arrivent pas à mettre en route chez eux par la lutte. Mais ça existe et ce n'est pas négligeable.

J.M. Lyon

appel aux lecteurs

Les différents articles, interviews, débats parus dans le Quotidien du Peuple et surtout à travers le débat sur la crise ont montré cette volonté profonde de lutte aujourd'hui dans la classe ouvrière et ses aspirations à une société où elle aurait le pouvoir, comme cette ouvrière de Paris-Rhône qui déclarait au QdP : «il est en train de se passer ce que craignent les patrons. Ce qu'on veut, ce qu'attendent les ouvriers, c'est gouverner nous-mêmes le pays». L'offensive ouvrière, le mouvement d'ensemble qui le dirigera ? Un mouvement d'ensemble pour recommencer Mai 68 ? Au-delà du mouvement d'ensemble que peut-il y avoir ? Autant de questions qui se posent aujourd'hui chez les travailleurs et sur lesquels le Quotidien a déjà commencé à entamer le débat.

En définitive, ce qui se pose avec acuité, dans la classe ouvrière, c'est la question de l'alternative et je crois que là, le Quotidien pourrait commencer à y répondre. Par exemple, u est

toujours fait juste et nécessaire aujourd'hui de dénoncer toute la campagne de la bourgeoisie visant à attaquer la classe ouvrière et à supprimer les plus simples libertés qu'elle a acquises au cours d'années de lutte (droit syndical, droit de grève...) mais pourquoi ne pas parler aussi de ce que serait la liberté sous le socialisme ?

Sous le socialisme, la liberté est-ce que ce sera la possibilité comme certains osent l'affirmer, pour les partis bourgeois, ceux qui nous ont exploités durant des années, reprimés, brisés nos luttes, trompés, de s'exprimer eux aussi ? La liberté est-ce que ce sera simplement plus de démocratie pour les travailleurs ou est-ce que cela ne peut qu'être synonyme du pouvoir de la classe ouvrière et cela dans tous les domaines. Comment cela se manifestera-t-il ? Il faut que nous soyons nombreux à écrire au journal sur les questions ! Entamons le débat !

Un lecteur de Nanterre

JE M'ABONNE

250 F 1 AN 80 F 3 MOIS 150 F 6 MOIS 30 F 1 MOIS

Nom..... Profession..... Adresse.....

Pour soutenir le Quotidien du Peuple, des calendriers, affiches et cartes postales en couleur sont à votre disposition

calendrier : 10 F



UNE DES CONDITIONS POUR RECEVOIR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE EST D'ÊTRE EN POSSESSION D'UN COMPTE EN COURANT DÉBITÉ PAR LE BUREAU DE POSTE ET D'ÊTRE EN POSSESSION D'UN COMPTE EN COURANT DÉBITÉ PAR LE BUREAU DE POSTE

Tableau du calendrier pour janvier 1976. Les jours sont indiqués en lettres capitales (lun, mar, mer, jeu, ven, sam, dim) et les dates en chiffres. Le 1er janvier est un jour férié.

© 1976 - 208 65 61 Paris - Imprimé par IPCC Paris - Distribué par les NMPP - Commission Paritaire : 56 942

# à qui profite la rénovation ?

Serge LIVET

Le 23 décembre, la commission présidée par Raymond Barre remettait au président de la République son rapport sur le financement du logement. La commission a dû constater que «près de la moitié de la population peut être considérée comme mal logée». Pour autant les solutions préconisées ne visent pas à changer cet état de fait, dont les causes ne sont pas analysées. L'étude de la rénovation à Paris met en lumière que le logement constitue un secteur totalement aux mains des organismes financiers, et de ce fait l'aide au logement distribuée par l'Etat constitue une aide à ces organismes. C'est pourquoi qu'elle que soit la forme que prend cette aide, elle n'aurait résolu la crise du logement.

La politique urbaine mise en œuvre actuellement est l'expression des intérêts de la classe dominante. Intérêts politiques et idéologiques : l'organisation des villes, la conception des logements... visent à isoler les travailleurs, à les diviser, les surveiller et mater leurs révoltes. Intérêts économiques aussi : extorsion des loyers, spéculation foncière et immobilière, profits de la construction.

## LES ORGANISMES FINANCIERS MAÎTRES D'OEUVRE

Chaque fraction de la bourgeoisie a en matière d'urbanisme des intérêts divergents et donc des conceptions différentes. Pour les propriétaires fonciers, l'essentiel est que le prix du terrain soit élevé, que les loyers soient le plus cher possi-

ble. Les capitalistes industriels, par contre, ont tout intérêt à limiter le prix des loyers qui rentre dans le prix de la force de travail : pour eux loyers plus faibles signifient salaires moins élevés.

La politique du «logement social», la loi de 48 limitant le prix de certains loyers correspondaient aux intérêts du capital industriel, et n'avaient rien à voir avec une quelconque générosité. Pour le capital financier qui est à la fois propriétaire foncier et capitaliste industriel, il y a plusieurs possibilités de s'approprier la plus-value. Dans la rénovation de Paris, il a joué la carte de la spéculation immobilière essentiellement, foncière dans une moindre mesure, en faisant jouer ses liens avec le personnel gouvernemental, ou municipal.

Le rénovateur dans le cadre de la rénovation publique dispose de droits étendus pour l'achat des terrains et des immeubles compris dans la zone à rénover, il peut même procéder à l'expulsion et à l'expropriation si le propriétaire refuse les offres qui lui sont faites. Ce cadre juridique a permis aux promoteurs de réaliser des bénéfices non négligeables.

Pour engager des opérations de l'ampleur de celles qui ont été menées à Paris, il est nécessaire de disposer de capitaux importants qui ne sont pas à la portée de n'importe quel capitaliste. Il faut en effet acheter les sols et les immeubles, indemniser, reloger les locataires, aménager les sols, établir un projet et construire les immeubles neufs. Le financement diffère selon l'organisme rénovateur, mais dans tous les cas qu'il soit public ou privé, la ville de Paris, et l'Etat accordent des prêts avantageux, des avances de trésorerie sont consenties, et la caisse des dépôts, qui gère les fonds des caisses d'Épargne accorde également des prêts à faible taux d'intérêt. Le reste du financement émane des banques les plus importantes : Paribas, BNP, Lazard... qui sont les seules à disposer de capitaux suffisants, et aussi de relations étroites avec les politiciens bourgeois et leurs commis. Apparemment ces banques n'interviennent pas directement, ce sont des sociétés spécialisées : SPEI, COGEFIMO, SEFIMA... mais ces sociétés sont toutes financées, au moyen de canaux complexes, par les grandes banques. Le but des banques étant de faire un profit maximum, elles vont s'efforcer de réduire les coûts tout en vendant



aux prix les plus élevés, et en grande quantité.

## UNE CONVENTION PEU CONTRAIGNANTE

La logique du profit maximum, qui est celle des organismes financiers à qui est confiée la rénovation, a modelé le schéma de l'urbanisme parisien. Ce qui a été entrepris c'est ce qui pouvait être le plus immédiatement rentable : rénovation des terrains industriels où il n'y a pas d'expropriations à faire ni de relogements, sur les rives des grands axes routiers (axe Nord-Sud).

Mais ils obtiennent très facilement des dérogations pour rentabiliser au maximum leurs opérations. Ainsi, pour diminuer le nombre de HLM qu'ils sont tenus d'édifier, les promoteurs ont la possibilité de se délier de cette obligation en payant une certaine somme par appartement HLM non construit (1500 F dans la convention ZAC Italie), ce qui leur permet de construire à la place, des appartements de luxe beaucoup plus rentables. Les dérogations par rapport au C.O.S. (coefficient d'occupation des sols) qui fixe la surface bâtie par rapport à la surface au

ment de faire de l'argent, en construisant des parkings payants, des piscines de luxe, et en faisant de la présence de ces équipements des arguments de publicité. De toute façon le prix des équipements collectifs est récupéré en le faisant payer à ceux qui achètent les logements.

Pourtant à en croire les promoteurs leurs bénéfices ne seraient guère élevés : 5 à 6 % par an. En effet sur toutes les dépenses qu'ils prétendent avoir pour l'achat des terrains, le relogement ; la construction et les frais divers, ils n'en financent qu'une partie, environ 20% ; le reste provenant du financement public. Si l'on ajoute les bénéfices tels que les honoraires de vente et de gestion, on obtient un bénéfice impressionnant qui dépasse souvent 100 %.

Dans le projet ambitieux de rénovation de Paris élaboré par le gouvernement gaulliste, il était prévu de s'appuyer sur les banques pour le mener à bien. Cela pour des raisons financières : elles possèdent les capitaux, et politiques : elles dominent l'Etat, mais leur logique s'est révélée contradictoire avec le projet initial qui n'a été réalisé que dans la mesure où il pouvait leur assurer un profit maximum.

Ce projet présenté par les urbanistes bourgeois n'est que la justification d'opérations fructueuses, un cadre dans lequel peut s'exercer avec le plus de facilité l'activité des capitalistes, et non ce pour quoi il tente de se faire passer : un plan à long terme et cohérent d'urbanisme. Ce qu'ont légué 16 ans de cette politique : des blocs de béton repoussants, une aggravation de nos conditions de vie, et pour les promoteurs : d'énormes bénéfices.

## les propositions d'urbanistes pour les logements sociaux : des bidonvilles normalisés

Réaliser des appartements bon marché sans toucher aux profits, c'est un des problèmes sur lequel se penchent les économistes bourgeois. La solution qu'ils ont trouvée et appliquée : la réduction des coûts de la production en faisant des économies sur les matériaux employés, la qualité du logement. Plusieurs spécialistes de la question avaient tenu un colloque sur ce thème en 68 ; parmi eux Royer maire de Tours. Certaines des solutions préconisées à cette époque ont été mises en œuvre depuis, il suffit de voir les logements sociaux pour s'en rendre compte.

### EN CONCLUSION DE CE COLLOQUE DEUX SOLUTIONS SONT PROPOSÉES

1/ Le logement d'urgence maison provisoire, aux techniques révolutionnaires (allant jusqu'au carton), ... en d'autres termes en cherchant l'économie sur la structure.

2/ Le logement évolutif où l'on cherche plutôt l'économie sur l'équipement. Il s'ajoute à cette solution la joie de créer... de « participer ».

Cette solution exige... une éducation, une formation, un encadrement.

Le colloque préconise enfin une série d'économies possibles ; une liste des équipements à supprimer :

- le gardien,
- l'ascenseur,
- le vide ordures,
- le chauffage central,
- les loggias,
- les séchoirs,
- les placards.

On peut prévoir un seul lavabo et des revêtements économiques. Mais poursuit le rapport tout ce qui précède ne dispense pas de construire des logements encore plus sommairement équipés pour les asociaux... et les indésirables.

Pour les premiers il faut prévoir des « cases » ( par petits groupes de 20 à 25 ) avec des aïances extérieures...

Pour les seconds il faut de plus un encadrement social... A la limite on pourrait penser à des bidonvilles normalisés, améliorés par une trame sanitaire. Un exemple est donné par les cités organisées à la fin du protectorat au Maroc sous la direction de M. Ecochard...

## L'OPÉRATION OLYMPIADES : une opération juteuse

La SNCF possède de nombreux terrains à Paris, objet des convoitises des promoteurs. Plusieurs opérations immobilières ont été menées sur ces terrains, dont la construction de la tour Montparnasse. L'opération menée sur le terrain de la gare des Gobelins est moins connue, mais les bénéfices qu'elle a procurés, tout aussi consistants. L'heureux promoteur est ici la SPEI, paravent de la banque Rothschild. Dans cette affaire ce sont les relations qui ont joué le rôle essentiel. En tant qu'ancien propriétaire des Chemins de Fer du Nord, la banque Rothschild continue de recevoir des redevances de la SNCF, à la suite de la nationalisation. Elle conserve aussi d'excellentes relations avec de hauts cadres de cet organisme national. C'est certainement à l'excellence de ces relations qu'elle doit d'avoir obtenu la cession gratuite du terrain SNCF de la gare de marchandise de Tolbiac, moyennant la promesse de construire une gare en sous-sol, dans un délai de 8 ans. C'est donc un terrain qui ne lui a rien coûté, et pas n'importe quel terrain. Il est situé dans le périmètre de l'opération Italie, et il est vide : pas d'immeubles à détruire, de propriétaires à indemniser, de locataires à reloger. Mais la SPEI ne s'en contente pas, il lui faut faire le minimum d'avances d'argent, pour commencer les travaux. Elle vend donc une partie de ce terrain, acquis pour rien, à la ville de Paris qui désire édifier des logements HLM. Avec l'argent de cette transaction, la SPEI peut engager les premiers travaux et construire des logements en copropriété, un centre commercial, ... le tout mis en vente avant même d'être terminé.

Ce sont les constructions à bénéfices immédiats qui ont été les premières terminées : immeubles d'habitation et de bureaux, au détriment des HLM et des équipements sociaux. Dans la convention passée avec la ville de Paris, les promoteurs s'engagent à construire une certaine proportion d'HLM, d'équipements collectifs et à respecter un coefficient d'occupation des

sols, sont obtenues moyennant l'engagement de construire des équipements collectifs supplémentaires ou des logements dit sociaux, ce qui permet la construction de tours gigantesques et l'entassement des immeubles, alors que théoriquement, le rôle du COS est de limiter l'entassement. Sur les équipements collectifs, les promoteurs tentent égale-

**politique**

**armée  
DISCUSSION AVEC UN SOLDAT INCULPÉ,  
AUJOURD'HUI LIBÉRÉ**

D'abord, ses camarades et lui ne sont pas des anti-militaristes. Jamais dans leur comité, ils n'ont remis en question l'utilité d'une défense nationale. Ensuite, il est totalement faux qu'ils aient été soutenus, comme on l'a dit, par des puissances étrangères !

La vérité de sa démarche est toute simple : «on avait ras-le-bol de nos conditions de vie : la coupe de cheveux réglementaire, les permissions hebdomadaires aléatoires, l'éloignement du lieu d'origine, etc... Beaucoup d'appelés se demandaient ce qu'ils venaient faire, un an, à l'armée. Nous avons besoin de recadrer notre situation. Nous avons discuté à partir de là : la condition du soldat en général puis cela a débouché normalement sur le rôle de l'armée, sa mission, sa situation dans notre société. Personne n'est venu de l'extérieur nous solliciter. Tout est sorti de nous-mêmes».

Le 4 novembre, la sécurité militaire, qui depuis longtemps, enquêtait sur les activités du comité et la gendarmerie de l'air, arrêtèrent 12 soldats de la base de Cazaux. Ils sont mis au secret interrogés pendant trois jours, traduits devant un conseil de discipline et condamnés à des peines allant de 45 à 60 jours d'arrêt de rigueur. Après ce jugement, ils sont mutés à Pau, à Mérignac, à Mont-de-Marsan,

Moncrabeau, commune d'un millier d'habitants, entre Nérac et Condom dans le Lot-et-Garonne. Un moutonnement tassé de collines douces, une terre lourde qui colle aux semelles. Ça et là, sur les versants, des vignes annonçant la région de l'Armagnac. Tout près, au Sud, le Gers, un des départements qui, ces dernières années s'est le plus vidé de ses habitants.

La famille Bianco habite en pleine campagne, un des multiples «écarts» parsemés sur la commune. Le père, cependant, travaille en usine et le fils Patrice, après un bac technique, est devenu ouvrier-fondeur à Nérac. Il nous reçoit cordialement. Il a déjà longuement parlé à un journaliste de «Sud-Ouest» et, sur le fond, il n'a actuellement rien à ajouter à ce qui a été apporté dans le long interview publié par ce journal. Il aimerait cependant que nous insistions sur quelques points.

à Evreux. Le 30 novembre, ils sont transférés par avion à Paris pour comparaître devant un juge de la Cour de Sécurité de l'Etat.

Depuis le début de l'affaire, c'est-à-dire depuis un mois, la famille n'est officiellement avertie de rien. La mère de Patrice dit combien un tel silence est inhumain et intolérable. Après trois semaines passées à Fresnes, le 22 décembre, Patrice est reconduit en avion de Paris à Cazaux et libéré le lendemain. Tous ses camarades ne sont pas dans son cas. «Vincente, libéré comme moi à Fresnes, est actuellement aux arrêts de rigueur et au secret à Evreux». Sans en avoir une confirmation stricte, Patrice pense qu'il est le seul à avoir pu rejoindre sa famille. Patrice n'appartient à aucun mouvement ou parti politique. Jeune travailleur, il a essayé avec d'autres jeunes travailleurs, (la plupart de ses

camarades du comité de Cazaux sont ouvriers) de comprendre la situation dans laquelle ils étaient placés.

Ouvriers, ils se sont tout naturellement adressés, pour un appui technique, aux deux syndicats de la classe ouvrière : la CGT et la CFDT. «Quand, en prison, à Fresnes, j'ai appris que la CGT nous lâchait, ça m'a fichu un rude coup». Il n'est pas seul à s'étonner. Dans un communiqué, publié dans la presse locale ces jours derniers, les comités de soldats de la région déclarent : «travailleurs sous l'uniforme, notre préoccupation constante a été et reste de nous lier au ce sens, nous avons eu plusieurs réunions avec des représentants de l'UD CGT et de l'UD CFDT de la Gironde pour préciser quel soutien matériel ces deux centrales nous apporteraient. Ainsi, il a été décidé que la CGT et la CFDT tireraient nos tracts munis

d'un chapeau «les UD CGT et CFDT solidaires de la lutte des soldats». Nous nous étonnons donc des déclarations de la CGT, rapportées dans la presse, niant l'existence de ces réunions et de ces décisions communes.

Mais aujourd'hui, seule l'unité peut faire reculer le pouvoir. Nous demandons solennellement à toutes les organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier, à toutes les forces démocratiques d'unifier leurs efforts pour exiger la libération des nombreux camarades inculpés devant la Cour de Sécurité de l'Etat, et aussi des militants des comités actuellement aux arrêts (deux de nos camarades de Mérignac, ainsi que plusieurs de Cazaux en sont victimes dans l'ignorance de la grande presse».

Patrice nous dit : «Discuter de l'armée, est-ce être anti-militaristes ? Est-ce que cela justifie des poursuites en Cour de Sécurité de l'Etat ? Est-ce qu'à partir de là, on peut nous accuser d'avoir fait de la propagande anti-nationale ? Doit-on aller en prison pour avoir cherché à comprendre ?»

Ces questions, ils sont de plus en plus nombreux, malgré ce que dit la presse et le pouvoir, les appelés qui aujourd'hui dans toutes les casernes se les posent.

Correspondant

**Andrieu  
et le peuple sahraoui**

Lors d'un meeting à Grenoble, Andrieu, membre du comité central du P.C.F., en réponse à une question sur le Sahara déclarait : «le Sahara ! Ecoutez, ils sont combien là-bas ? 60 000 ! Eh bien, il y a quand même dans le monde et en France des problèmes plus importants que celui du sort de ces 60 000 citoyens. Alors, ils n'ont qu'à s'auto-déterminer ! Qu'est-ce que vous voulez que je dise de plus ?» Rien de plus monsieur Andrieu, ça suffit à montrer votre mépris des peuples en lutte.

**Armée :  
les avocats demandent  
le non-lieu et la libération  
pour les emprisonnés.**

Les 24 avocats des syndicalistes et soldats poursuivis devant la Cour de Sécurité de l'Etat ont déposé hier une demande collective de mise en liberté des inculpés encore emprisonnés. Dans une lettre adressée au juge Gallut, ils indiquent que les dossiers «ne révèlent l'existence d'aucune charge contre les inculpés d'une participation à une entreprise de démoralisation de l'armée ayant pour but de nuire à la défense nationale».

**COMMUNIQUÉ CFDT  
RENAULT-DAUPHINÉ**

«A Renault-Dauphiné, filiale de la Régie, la direction cherche à briser l'action revendicative du personnel en envoyant des lettres d'intimidation et dites de «réflexion» à tous les ouvriers qui se battent pour leurs revendications et en donnant quelques augmentations de salaire à la tête du client...

Depuis le 4 décembre, le personnel de la tôlerie-peinture a engagé une série d'actions revendicatives, sous des formes diverses, pour obtenir une augmentation des salaires et des meilleures conditions de travail. Face à l'intransigence de la direction qui refuse toujours d'ouvrir des négociations sur les revendications et fait des menaces, l'action revendicative doit se développer et tous les camarades de travail doivent y participer. Nos revendications immédiates sont les suivantes :

- un palier pour tous les APR
- 80 francs pour tous les ETAM
- des meilleures conditions de travail.

Soutenez l'action des camarades de la tôlerie-peinture ! Participez à l'action, tous ensemble nous gagnons !»

**Concorde devant les députés américains**

Le projet franco-britannique de concevoir puis de réaliser un transporteur supersonique a aujourd'hui une dizaine d'années. Il date d'une époque où l'industrie aéronautique américaine, par sa puissance, et ses moyens de pression s'était emparée de la presque totalité du marché mondial, aussi bien pour les moyens courriers que pour les longs courriers. L'ère du transport aérien par avion à réaction s'était pourtant ouverte par la réussite d'un moyen courrier français, la Caravelle, et par les échecs des longs courriers britanniques (du type Comet). L'industrie américaine, bien qu'accusant un retard certain en ce domaine, sut en tirer les leçons et investir massivement dans la construction en série d'avions à réaction, sûrs et pratiques.

A l'époque où fut décidé le Concorde, les compagnies aériennes, en raison du peu de concurrence qu'elles rencontraient, et surtout du prix dérisoire auquel le pétrole était extorqué aux pays producteurs, accumulaient les bénéfices et n'hésitaient pas devant les achats. D'autre part, l'éventail des grands projets technologiques nourris par le gaullisme était relativement réduit. Les sommes déjà investies dans le nucléaire restaient au stade expérimental, et ouvraient

peu de marchés. Dans le domaine de l'informatique (lui aussi sujet à un boom économique énorme) l'avance technologique américaine et sa maîtrise du marché laissait aussi peu de possibilités. Restait l'aéronautique où le succès de la Caravelle et des avions militaires donnaient une base technologique solide, et où des créneaux restaient à conquérir : celui du transporteur «de masse» plus de 400 places) ou celui du supersonique. Cette solution, alliant prestige et avancée technologique fut choisie, même si son utilité immédiate n'était pas évidente. La France, dont les moyens ne pouvaient prendre en charge un tel projet, dut s'allier avec la Grande-Bretagne, elle aussi relativement avancée en ce domaine.

Aujourd'hui, après avoir pris un retard considérable, et englouti des investissements bien plus importants que prévus (plus de quatorze milliards de francs), le projet aboutit à une mise en exploitation commerciale qui s'ouvrira le 21 janvier sur la ligne Paris Rio, via Dakar. Le modèle de pré-série, après avoir subi une suite de tests plus importante que pour tout autre nouvel avion, est reconnu viable. Le pari n'est pas gagné pour autant puisque, par un paradoxe signifi-



catif, c'est à Washington que son avenir se décide. Le problème est simple : pour «rentabiliser» ses investissements, Concorde doit être construit (donc acheté) à une centaine d'exemplaires. Seize seulement sont prévus

correspondants aux commandes obligées d'Air France et de British Airways, et de Iran Air. Les grandes compagnies, qui ont investi à fond perdu dans le Boeing 747 (le transporteur de masse, peu rentable parce que rarement

rempli), n'achèteront pas le Concorde s'il est interdit aux Etats-Unis.

Les raisons avancées par les partisans de l'interdiction sont de deux ordres : Concorde, consommant beaucoup de carburant et transportant peu de gens (120 au maximum) sur une distance limitée serait peu rentable. D'autre part, par le bruit qu'il provoque (légèrement supérieur à un Boeing 747, ce qui est déjà insupportable) et la pollution qu'il risque de produire en haute atmosphère, il serait nuisible. Ce n'est pas

ce dernier argument qui motiverait la décision américaine, le risque de se voir souffler la clientèle de luxe inquiétant bien plus les compagnies US que la pollution produite par ses avions.

Il se pourrait bien qu'en limitant étroitement l'utilisation de Concorde, les Etats-Unis fassent de cette réussite technique un échec commercial, quitte à utiliser son acquis scientifique pour se lancer dans un supersonique plus évolué, reprenant ainsi le projet du SST, qu'ils avaient dû abandonner.

**GISCARD, CHIRAC  
BATTUS !**

Chirac affirmait avec l'annonce des 90 % pendant un an, pour les chômeurs, qu'il venait de prendre une mesure unique au monde, tant elle était large. Aujourd'hui, le gouvernement italien le fait mentir. En effet, ce dernier vient de prendre la décision de porter à 80 % du salaire l'indemnisation de chômage, et cela, pour une durée de cinq ans ! Si la mesure est plus large que sa consœur française, elle révèle la même chose : qu'il soit français ou italien, le système impérialiste est en crise ; on prévoit que le chômage va durer, qu'il ne s'agit pas d'un malheur passager et qu'aujourd'hui la colère des masses, devant cette plaie du capitalisme, va croître. 5 ans à 80 % ; Si Chirac est battu sur la durée, malheureusement, on peut craindre que l'Italie et la France seront à égalité en ce qui concerne la non-application de ces mesures démagogiques.

## Esswein-Thomson UN TOURNANT DANS LA LUTTE ?

Après 5 semaines de conflit la détermination des grévistes commence à apeurer les non-grévistes qui remettent leur sort aux mains des pouvoirs publics, et les UD-CGT-CFDT. Les non-grévistes ont battu la semelle devant la préfecture pour s'entendre signifier quelques consignes : « ne pas participer aux assemblées générales des grévistes » et « reprendre le travail sur la base des conditions de travail et de salaires antérieures au conflit ». Les sec-

tions CGT, et CFDT ont demandé la réunion de la commission de conciliation au cas où les espoirs de pourparlers resteraient lettre morte. Tandis que l'Union Départementale CGT se montrait disposée à rendre les armes : « si la direction s'engage à négocier sur la base des contre-propositions arrêtées ». Ce qui serait ni plus ni moins qu'une abdication ! Par ailleurs la CGT a fait passer un communiqué de presse « proposant aux travailleurs en grève de sus-

pendre à partir du 30 décembre l'occupation de l'usine. Or cette proposition n'a ni été faite ni discutée en inter-syndicale ni débattue en assemblée de grévistes ! Cette décision unilatérale compromet dangereusement les possibilités de solution positive au conflit et met en doute la combativité réelle des travailleurs en grève. Cette position a provoqué de nombreuses et vives discussions au sein des grévistes et du côté de la CFDT.

Le conflit arrive ainsi à un tournant, du fait de la position prise par la CGT, une nouvelle fois par son union départementale dans un tract (en date du 31 décembre) qui estime que le problème posé réside « dans la recherche de solutions acceptables pour l'ensemble du personnel afin de contraindre la direction à négocier sur des bases claires et précises », à savoir « le respect des propositions avancées ». Faisant une nouvelle fois cavalier seul la CGT réitère sa proposition de suspendre l'occupation des locaux sous réserve d'un « engagement » de la direction. C'est pourquoi ce syndicat se déclarerait « prêt à discuter fraternellement avec les non-grévistes au cours d'une réunion à la bourse du travail » (cette rencontre remplaçait la réunion de tous les syndiqués prévue à la même heure dans la salle du comité d'entreprise) !



cepte de l'unité d'action. Pour elle la proposition du syndicat CGT de l'entreprise « est une prise de position très sérieuse qui, sans porter atteinte en quoi que ce soit à l'unité d'action, caractérise le droit et le devoir d'une organisation soucieuse de trouver une issue au conflit, de se prononcer personnellement et de faire les propositions qu'elle juge utile pour dégager la situation... Pour aller plus loin la CGT justifie sa proposition par son refus de l'attitude de la direction

(manœuvres de diversion et tentatives de division pour dresser les travailleurs les uns contre les autres). « La CGT ne tombera dans une telle provocation, elle continuera de déjouer toutes les manœuvres de collaboration ou attitude gauchiste qui pourrait se manifester » ! Il est aisé de deviner que la CGT entend cette fois frapper un grand coup pour « débloquer » le conflit. Les partisans du programme commun commencent à entrer en action, il ne faut pas affoler les couches petites bourgeoises et conservatrices du secteur, en maintenant un conflit qui risque à tout moment de se durcir ! Le calme et la dignité d'abord. La « gauche » prouve à l'appui ne défend pas les travailleurs !...

Correspondant la Roche-sur-Yon

## 1 mort sur le chantier du CHR à Bordeaux

# "c'est un assassinat ... tu entends"

SUITE DE LA UNE

La grue géante, située au centre, vient d'être démontée. A sa place un trou béant de dix étages, 30 mètres. Il est 18 H 30. La nuit est tombée. Jacques Faure suit le long couloir du 10ème étage. Il n'y a pas d'éclairage. Il n'y a pas de barrière au bout du couloir qui débouche directement sur l'énorme puits noir libéré par la grue... Jacky tombe et meurt sur le coup : 30 mètres de chute.

Le lendemain, ses camarades se mettent en grève « Pas question de remonter si les conditions de sécurité ne sont pas respectées ». Ce coup-ci, le patronat ne peut se réfugier derrière l'alibi hypocrite de l'insouciance ou du manque de discipline des travailleurs. Près de trois mois avant cet accident, ceux-ci avaient protesté contre l'inadmissible carence au plan de la sécurité sur ce chantier. Suite à ces plaintes, le 23 octobre 1975, la société Campenon-Bernard remettait aux délégués un rapport sur la sécurité. Ce rapport était si éloigné de la réalité que la section syndicale CFDT faisait faire un constat contradictoire par huisser le 3 novembre 1975. Un mois et demi après, Jacky mourrait, assassiné.

Depuis le mois de juin 1975, il y avait eu 46 accidents sur ce chantier, comment après cela ne pas dire que le 47ème, le premier mortel heureusement, ne soit pas un assassinat...

Les patrons comptaient sur la trêve des fêtes de Noël et du 1er de l'an pour démobiliser les travailleurs, ils savent que rarement une grève illimitée

n'a été déclenchée en France pour des raisons de sécurité sur un chantier comme celui du CHR de Pellegrin, bien que ces chantiers soient en tête du noir bilan d'accidents. Mais les travailleurs du chantier n'ont pas hésité. Ils savent que leur lutte dépasse de beaucoup le malheur qui les a frappés, eux. Ils combattent pour tous les autres chantiers de France. Pour celui de Meriadeck, le plus gros chantier de Bordeaux, au centre de la ville, où les conditions d'hygiène et de sécurité sont encore plus déplorables et où il y a déjà eu plusieurs accidents mortels.

Dans la seule région Aquitaine, l'an dernier, 22 travailleurs ont payé de leur vie, le mépris dans lequel les tient le capital et ses exigences de « rentabilité ».

Les travailleurs luttent et continueront à lutter pour un CHS (Comité d'hygiène et de sécurité). Ces comités sont prévus par la loi, mais la direction de Campenon-Bernard se retranche derrière l'existence de l'OPPBT, organisme de sécurité patronale qui, disent les travailleurs, n'est qu'un organisme alibi. Si les ouvriers imposent un CHS à Campenon-Bernard, d'autres chantiers suivront. Cela

créera un précédent et un mouvement, les patrons le savent et ne veulent pas lâcher. La lutte donc sera rude et risque d'être longue.

Les travailleurs exigent pour reprendre leur travail, qu'en plus du Comité d'hygiène et de sécurité, soit immédiatement mis en place toutes les sécurités sur le chantier, ils demandent encore un paiement intégral des jours de grève, ce qui est la moindre des choses, alors que le patronat ne leur propose que de récupérer les jours perdus et le paiement d'une heure de travail par jour, heure symbolique ! Ils demandent aussi qu'une partie fixe du salaire de 400 francs par mois leur soit allouée en remplacement des primes de rendement car dans nos professions, disent-ils, il n'est pas possible de travailler au rendement sans augmenter considérablement les risques d'insécurité.

Ces revendications ont été clairement réexprimées aujourd'hui 5 janvier et, disent les travailleurs « si aujourd'hui, nous proposons ces nouvelles revendications, c'est pour que le patron ne croit pas qu'il peut, sans risques pour lui, jouer sur le pourrissement de notre grève, bien au contraire ». Correspondant Bordeaux

### UN « ACCIDENT » DANS LE BÂTIMENT

Vendredi, dans le 12ème arrondissement à Paris, un ouvrier boiseur travaillant sur un chantier d'immeuble en construction, a été tué, alors que des camarades de travail posaient des étais sur un mur près de lui. Le mur s'est écroulé. Ce travailleur n'a pas eu le temps d'éviter l'écroulement, vu les conditions dans lesquelles il travaillait. Une fois de plus, dans le bâtiment, le capital assassine méprisant la sécurité des travailleurs.

## un patron de gauche ?

# "un patron comme les autres"

Interview d'un ouvrier syndiqué CFDT travaillant à la Communauté Urbaine de Dunkerque (présidée par le député socialiste Danvers) :

Quotidien du Peuple :  
Quelles sont les conditions de travail à la C.U.D., avec un « patron de gauche » ?

Michel :  
C'est pas normal, par exemple que tu voies des gars travailler 3 à 4 semaines, sans repos entre (samedi et dimanche compris) !

Et question cadences, il faut voir comme on bourre : on ne peut pas arrêter 5 mn sans avoir un chef sur le dos ! Tiens, il y a une nouvelle station d'épuration des eaux, eh bien, il faut voir comment ça marche pour eux !

Il y a deux secteurs : un avec 6 gars et l'autre avec 10. Les 6 travaillent en équipe. Quand la boue s'est trop accumulée dans les stockeurs,

la C.U.D décide de lancer une campagne de nettoyage qui dure 2 à 3 semaines. Eh bien les gars restent pendant tout ce temps soit de nuit, soit de matin, soit d'après-midi (selon leur équipe), sans repos. Et si tu voyais ces stockeurs ! On est obligé d'avoir un masque. Et en plus, il fait très chaud. On est attaché par une corde à son collègue, mais la corde est mal faite, et le gars ne pourrait pas éviter le plongeon !

QdP : Quels sont les « principes » qui dirigent cette entreprise coiffée par un « socialiste » ?

Michel : C'est « tout pour le rendement » ! Ils sont en train de construire 2 nouveaux bacs, au lieu de mesurer 20 m de diamètre, ils feront 33 m et il n'y aura toujours que deux gars pour s'en occuper. C'est comme quand un des 6 gars est absent, il est remplacé par

un des ouvriers du 2<sup>e</sup> secteur, ce qui fait que les gars de ce secteur ne peuvent jamais prévoir quand ils seront de repos !

QdP : Et ces conditions de travail ont pu être mises en place sans réactions ? Que font les syndicats ?

Michel : Avant, il ne se faisait pas grand-chose ! Maintenant, une nouvelle section CFDT se met en place. Il a fallu qu'elle se batte pour faire reconnaître ses droits. Pour la station d'épuration, elle a fait de l'information sur les autres secteurs, et elle a posé une plate-forme revendicative demandant l'embauche de personnel de façon à assurer des jours fixes de repos entre chaque changement d'équipe, et de meilleures conditions de sécurité.

QdP : Et que répond ce

« socialiste » à vos revendications sur les effectifs et les conditions de travail et de sécurité ?

Michel : En paroles, il dit qu'il est avec nous, qu'il nous comprend, mais quand on lui demande quelque chose, c'est presque la porte au nez. L'an dernier, les dessinateurs, avec la CFDT, ont réclamé que la prime de technicité soit partagée entre tous au lieu d'être réservée aux cadres. Danvers a dit « je vous soutiens, je suis avec vous » et il leur a laissé mener deux mois de grève pour rien ! C'est écoeurant, en fait, il s'est mis du côté des cadres parce que ceux-ci avaient menacé de quitter la C.U.D. Ça veut dire que pour lui, les cadres et les patrons, c'est plus important que les ouvriers. Pourtant, j'ai entendu parler de pays où il n'y a pas de patrons, ils ne s'en sortent pas plus mal.

## GRÈVE CHEZ LES PÊCHEURS BRETONS

Chirac doit se rendre en Bretagne pendant 2 jours, les 16 et 17 janvier. Il est prévu qu'il soit accueilli comme il se doit dans pareil cas : le syndicat CFDT, pour sa venue a décidé de lancer une grève de 24 h dans tous les ports de pêche. Les pêcheurs nombreux dans la région, n'ont pas réveillé très longtemps, cette année dans leur famille. Pour arriver à s'en sortir, quand ils s'en sortent, ils doivent faire des journées de plus en plus longues. Une femme de pêcheur, déclarait l'autre jour : « C'est le 2ème Noël que je passe avec mon mari en quatorze ans de mariage ». Aujourd'hui, leur charge sont de plus en plus nombreuses (fuel), aussi, il n'est pas question pour eux de laisser un bateau à quai trop souvent, car comme ils le disent « ça coûte cher ». Oui, Chirac sera reçu comme il se doit, on lui montrera que dans la pêche, comme ailleurs, on refuse cette crise que la bourgeoisie agite plus que jamais dans ce secteur d'activité.

## UNIMEL : PAS UN LICENCIEMENT !

Le lendemain de la traditionnelle fête de fin d'année d'Unimel où la direction invite les ouvriers à trinquer, un O.S., particulièrement combatif, a eu la surprise de trouver dans son courrier les bons vœux du patron... sous la forme d'une lettre de licenciement !

La direction croit sans doute avoir eu une idée subtile en licenciant Claude à la veille des congés et en l'invitant à venir chercher son compte le 24 décembre ! Cette procédure grossière et arrogante n'a fait que révolter les travailleurs tout autant que le motif invoqué : « plusieurs avertissements pour s'être promené dans les ateliers », pendant un débrayage, pour avoir protesté contre les récupérations des heures chômées à cause de la grève de l'EDF pour avoir « critiqué outrageusement » certains chefs... Nous sommes bien décidés, dès aujourd'hui, à empêcher ce licenciement ! Il faut arrêter le bras de la répression avant qu'il ne s'abatte sur d'autres syndicalistes révolutionnaires ! Il faut monter la voie à suivre, celle de la lutte ferme et résolue : halte à la répression ! Pas un licenciement !

Correspondant Unimel (Besançon)

# la crise aux états-unis

Pendant la période où j'habitais en France et travaillais avec votre Parti, je me suis aperçu qu'il y avait un manque de connaissances précises sur les conditions de lutte aux Etats Unis. Il se peut qu'une grande partie des lecteurs de votre journal n'ait qu'une impression stéréotypée de la situation aux Etats Unis. Il est évident que la presse bourgeoise de la plus grande superpuissance fait tout ce qu'elle peut pour cacher la résistance de notre peuple à son système. Un certain nombre d'idées sont répandues : la classe ouvrière se soumettrait passivement aux désirs du grand capital, la classe ouvrière serait vendue complètement à l'impérialisme, les USA seraient devenus un paradis pour les ouvriers bénéficiant de l'impérialisme.

## la crise, le chômage et la misère

L'idée que les Etats Unis sont un pays riche où la majorité du peuple partage le pillage de l'impérialisme n'est qu'un mythe. 25 millions d'américains survivent avec le «Welfare» (revenu très limité attribué par le gouvernement à l'armée des chômeurs chroniques). Pour le gouvernement, le seuil de la misère, c'est 4 200 dollars par an pour une famille de 4 personnes, c'est le cas de 24 millions d'américains. Un tiers des familles gagne moins de 7 000 dollars par an.

Après avoir diminué pendant les quatre derniers mois, le chiffre officiel des chômeurs s'élevait en Octobre de 8,3 % à 8,6 % soit plus de 8 millions. Le chômage parmi les noirs est de 14 %. Ces chiffres ne comptent pas les millions qui ont cessé de chercher du travail, ceux qui travaillent à mi-temps, les jeunes qui n'ont pas encore trouvé un emploi, les femmes et les millions de personnes qui vivent avec le «Welfare». Le chiffre de chômage chez les jeunes noirs est estimé à 50 %.

L'inflation qui approche maintenant un taux annuel de 10 % a augmenté de 1,8 % en octobre. Si ces chiffres se maintiennent, le taux d'inflation sera de 21,6 % pour 1976. Selon les chiffres du Bureau de Statistiques du Travail, le salaire réel des ouvriers a diminué de 5 % dans les deux dernières années, pendant que les profits des entreprises augmentaient en moyenne de 19 % (avec quelques exceptions pour l'automobile et le bâtiment).

La hausse récente de 1,3% dans le PNB (Produit National Brut) ne signifie pas que la production et les investissements reprennent mais reflète la fin d'une période de liquidation de biens,

*Les USA. Un paradis pour les ouvriers ? Chômage, baisse du pouvoir d'achat, voilà la réalité que nous vivons. New-York et sa faillite permanente.*

*Les USA. Des grèves sauvages qui se développent dans les mines, chez les ouvriers agricoles.*

*Les USA. Une classe ouvrière qui cherche la voie de la lutte.*

La politique du gouvernement Ford a aidé provisoirement à maintenir le pouvoir d'achat mais cela ne continuera pas. Avec le taux d'inflation et la baisse du salaire réel, le pouvoir d'achat ne peut que baisser.

La crise actuelle, même si elle n'était pas prévue par la bourgeoisie, a été soigneusement utilisée par le gouvernement comme contre-poids à l'inflation. La bourgeoisie l'utilise pour lancer des attaques contre la classe ouvrière. Le chômage, la baisse du pouvoir d'achat, la réduction rapide des services

classe ouvrière.

2) L'impérialisme américain est un système de guerre.

3) Les conditions de classes s'aggravent et s'aggraveront davantage aux USA.

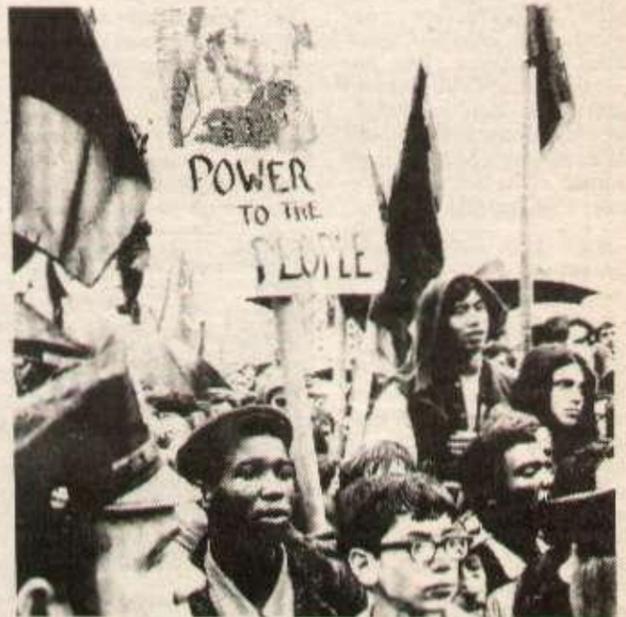
## la crise fiscale de New-York

La ville de New York est entrée dans une crise fiscale grave depuis presque un an. Depuis quelques décades, la ville a vendu des bons d'em-

syndicats, avec la perte des services sociaux vitaux, avec des impôts plus élevés et la menace d'un chômage encore plus massif (la crise financière frappe surtout les ouvriers du bâtiment). La grande bourgeoisie cherche à contrôler les finances de New York et de Washington, ce qui entre dans sa politique de crise. La petite bourgeoisie de New York réclame que le gouvernement fédéral la sauve, mais la classe ouvrière demande de plus en plus l'annulation pure et simple des dettes contractées avec les bons.

## la résistance de la classe ouvrière

La résistance existe, mais elle est sporadique, locale, et sans perspective politique. Il y a un mois, la convention annuelle de l'AFL-CIO (Fédération Américaine du Travail-Congrès des Organisations Industrielles) s'est tenue. L'AFL-CIO comprend 14,1 millions de membres. La direction de l'AFL-CIO (et les autres confédérations syndicales) n'exprime que les intérêts de l'aristocratie ouvrière. Le souci principal de la convention était de décider quel candidat aux élections présidentielles fera le mieux son



Mais, depuis le début de la crise, un nombre important de grèves locales se déroulent. Aux mois d'août et septembre, une grève «sauvage» militante a été lancée par les mineurs de Virginie et d'Ohio. Ils demandaient le droit de faire grève sur des revendications locales (et non pas seulement dans le cadre de la renégociation des conventions collectives nationales). La grève a éclaté quand les patrons ont licencié plusieurs syndicalistes qui soutenaient activement ces revendications. Ainsi, la grève avait pour cible, non seulement les patrons, mais également la direction du syndicat, qui a pratiquement vendu le droit de grève pour une augmentation infime des salaires.

La lutte des ouvriers agricoles pour les droits syndicaux continue et a obtenu certaines victoires. Ce sont des ouvriers saisonniers, qui sont pour la plupart des Chicanos (américains d'origine mexicaine), des noirs et des porto-ricains. Ils s'organisent dans le syndicat «United Farm Workers», qui adhère à l'AFL-CIO. Depuis deux ans, ils sont attaqués par des nervis des patrons et des «teamsters» (un syndicat rival). Mais ils tiennent, et même avec une direction social-pacifiste, ils apportent un esprit militant à ce secteur de la classe extrêmement exploité.

Un objectif important pour la bourgeoisie dans la crise, c'est d'affaiblir davantage encore les syndicats. Il ne lui suffit plus d'avoir une struc-

ture syndicale subordonnée et liée à l'impérialisme. Il lui devient maintenant nécessaire de briser toute forme d'organisation syndicale (25 à 27 % des ouvriers sont syndiqués). C'est par exemple le cas à New-York, où le gouvernement fédéral demande à la ville de résilier les contrats d'embauche des travailleurs municipaux, comme condition pour sauver New-York de la crise. Les dirigeants syndicaux ont capitulé devant ces menaces, alors que les ouvriers les poussaient violemment à s'opposer aux licenciements.

Un autre aspect de la crise, c'est la rationalisation de la production et de l'économie capitaliste. Cela veut dire : licenciements et intensification du travail. Partout, les ouvriers syndiqués luttent contre cette politique, avec ou sans le soutien de la direction syndicale.

Le mouvement révolutionnaire aux USA n'a pas encore une base forte dans la classe ouvrière. Donc il est très difficile d'offrir une perspective politique aux grèves et à la classe ouvrière. Mais un fort mouvement de masse, qui est une lutte de classes, commence à se développer en dehors des usines. Les masses populaires entrent par milliers et par milliers en résistance à la crise. C'est en s'intégrant à ce mouvement plus ou moins spontané et en lui donnant une cible politique qui prendra le Capital pour cible que les marxistes-léninistes peuvent influencer la direction de la classe ouvrière américaine.

# EMPLOYMENT INSURANCE D



sociaux servent à affaiblir et diviser le prolétariat. La bourgeoisie américaine veut faire payer la crise à la classe ouvrière. Mais pendant ce temps, le budget du département de défense continue d'augmenter. Pour l'année qui vient, on peut tirer quelques conclusions :

1) Le capitalisme monopoliste américain qui se vantait d'avoir corrigé les défauts du capitalisme est toujours sensible aux crises. Le chômage, la misère et l'exploitation toujours croissants font partie intégrante de la vie de la

prunt pour se financer. L'intérêt, de 7 % au début, s'est progressivement élevé jusqu'à 11 %, et les échéances arrivent. Chaque semaine, New York se voit presque en faillite. C'est une situation grave qui pourrait avoir des répercussions énormes sur les marchés financiers et qui promet d'approfondir la crise générale. La bourgeoisie cherche encore des solutions pour lesquelles la classe ouvrière devra payer. Elle paye déjà avec les licenciements massifs dans le secteur public avec des attaques contre les

jeu. Tout ce qu'ils ont proposé comme programme contre la crise et le chômage, c'était un vaste plan de travaux publics dans le cadre de la continuation des politiques libérale et impérialiste depuis la deuxième guerre mondiale. La direction s'oppose à la réduction du budget militaire. En fait, un tas de solutions soutenant l'impérialisme américain contre les mouvements de libération nationale et l'impérialisme soviétique ont été adoptées à la convention.

**FRONTROUGE**  
N° 2 - NOUVELLE SÉRIE  
**organe central**  
**du P.C.R. ( m-l )**  
**est paru le numéro : 5 F**  
**Passez vos commandes**  
FRONTROUGE - BP 161  
75864 - PARIS CEDEX 18  
CCP 31 191 14 - La Source

# "Nashville"

## SHOWBUSINESS A L'AMÉRICAIN

Nashville, ville du Sud des Etats Unis, a pour activité principale la musique dite «populaire». On y fabrique à la chaîne, dans d'innombrables studios d'enregistrement et au cours de «shows» télévisés les Sheila, les Claude François et autres Michel Sardou américains. C'est dans ce mini-Hollywood du disque que R. Altman a promené sa caméra. Il suit quelques jours de la vie de toute une série de personnages : chanteurs, imprésarios, «fans»... entremêlant les fils de son récit jusqu'à la dernière scène, l'assassinat de Barbara Jean, super star, au cours d'un meeting électoral, scène qui réunit tous les personnages et noue leur destin.

Cette intrigue complexe n'est qu'un moyen pour Altman pour porter un regard aigu sur ce petit monde complètement artificiel qu'est Nashville, c'est le «folk and country», musique populaire au meilleur sens du terme, tirant son origine des chansons de vachers (les cow boys) lors de la conquête de l'Ouest. Le capitalisme US, sous sa branche de l'industrie du disque s'est jeté dessus. Le résultat nous est montré crûment : une musique artificielle qui s'achète et se vend comme les saucissons ou les automobiles.

C'est le personnage de Haven Hamilton, roitelet local, vieux chanteur de charme qui a envoyé son fils à Harvard pour qu'il puisse gérer les affaires de son trust, qui le représente le mieux, par sa vanité et sa bassesse servile.

La gigantesque source de profits de cette ville, les miettes qui en tombent en font un véritable miroir aux alouettes : l'arrivisme, l'individualisme, l'égoïsme forcené éclatent à chaque scène, comme celle où une jeune serveuse de café se prête aux pires humiliations pour devenir «vedette». Et que dire de la mort de la femme d'un personnage, passée inaperçue au milieu du tapage provoqué par la sortie d'hôpital de la super star, Barbara Jean, scène où les pleurs de l'homme s'enchaînent sur le rire commercial de l'imprésario. C'est encore à la fin du film que l'égoïsme outré se manifeste, de façon grandiose : après l'assassinat sur la scène de la super star, celle-ci est remplacée par une chanteuse amateur qui y trouve l'occasion de se lancer en chantant «tout cela m'est indifférent» au milieu de la panique et des cris d'Hamilton («nous ne sommes pas à Dallas»...)

L'aspect idéologique et politique est aussi abordé.

A travers la campagne électorale d'un inconnu aux moyens puissants qui poursuit imperturbablement son discours débilitant et réactionnaire. Cette campagne est l'occasion d'entrevoir les liens étroits qui unissent politiciens, chanteurs et industriels du disque. A travers le contenu même des chansons dont le caractère réactionnaire, axé autour du thème de la «majorité silencieuse» éclate lors d'un enregistrement en studio. Ces deux niveaux se rejoignent lors d'une séquence clé où la femme de Hamilton déclare les larmes aux yeux son «amour» pour les Kennedy...

En France, le «folk and country» a du succès, chez un certain nombre de jeunes. Qu'ils aillent voir «Nashville». La critique décapante qu'en fait Altman n'en laisse pas grand chose (si ce n'est peut-être, la qualité de certains musiciens, anonymes, cachés dans les orchestres). Sa critique, par sa justesse de ton par la force de certaines scènes va assez loin. En se limitant à ce petit monde qui surnage de l'industrie du disque, en privilégiant volontairement l'aspect reportage, les sous-entendus, le point de vue pessimiste, elle connaît ses limites.

### la crise du cinéma américain

A partir des années 60, en raison de la concurrence de la télévision et en conséquence de la baisse de fréquentation des salles, les trusts du cinéma US (les majors compagnies : Fox, Universal, United Artists, M.G.M...) connurent une crise profonde : baisse du nombre de films tournés, grèves des acteurs et des techniciens...

Pour sortir de cette crise, les «major compagnies» s'orientèrent vers l'utilisation de nouveaux procédés techniques (superscope, cinérama, cinéma «en voiture» : drive in) et de la recherche de nouveaux publics (Noirs, jeunes).

La guerre du Vietnam et la crise idéologique de la société américaine, caractérisée par l'apparition de la contestation étudiante et du «marginalisme» (beatniks, hippies, familles...) trouvent leur reflet dans la production de films en marge du système traditionnel (Easy rider, Ice...), tournés avec de petits budgets et des acteurs peu connus.

Pour ne pas perdre l'audience du public des jeunes, notamment des étudiants, Hollywood dut alors laisser de jeunes réalisateurs tourner des films dont le contenu donnait souvent un point de vue critique sur la société américaine et ses aspects les plus pourris (la même tendance s'est manifestée dans la littérature avec des écrivains comme Norman Mailer, auteur de «Pourquoi sommes-nous au Vietnam»).

- Quelques exemples :
- L'armée : Mash (1969) - Catch 22 (1970)
  - Le vrai visage de la conquête de l'Ouest : Little big man (1970)
  - La vie dans les villes américaines : Midnight cowboy (1968) - Five easy pieces (1970)
  - La drogue et la famille : Panique à Needle Park (1971)
- Robert Altman fait partie de cette génération, et a réalisé entre autres :
- Mash (69), Brewster Mac Cloud (71), John Mac Cabe (71), Le privé (72), Nashville (73), California Split (74).

### feuilleton

# LIEVIN LE MINEUR ACCUSE de Jean-Paul Gay et Guy Mory

Il y a tout juste 1 an, 42 mineurs, étaient envoyés à la mort à la fosse 3 à Liévin. Une Commission Populaire d'Enquête allait se mettre en place. Son travail conduisit au Tribunal Populaire de Liévin le 22 mars 1975 où la responsabilité des Houillères fut clairement démontrée. Jean-Paul Gay et Guy Mory ont participé à ce travail avec des mineurs de Liévin, ils ont recueilli de multiples témoignages et en ont fait un livre dont nous publions des extraits

#### PLUS D'UN SIECLE DE LUTTES DANS LES MINES

#### 1936 : L'ESPOIR

Lorsque les mineurs partent en lutte en juin 1936, Renault et d'autres entreprises de la métallurgie sont déjà en grève. Dans les mines, on est à l'affût des nouvelles concernant Renault qui sert alors de signal. Cette fois, c'est la grève générale, et les mineurs, si durement frappés par la crise, entrent de plein pied, unanimes, dans le mouvement.

Aussitôt la grève déclenchée poste après poste, les mineurs occupent le carreau des mines et toutes les installations : lampisteries, tapis roulants du triage... Mineurs de fond mais aussi, mineurs de jour, cheminots des chemins de fer des mines, sont dans le mouvement. La direction des mines, dans chaque bassin, tergiverse, elle essaie de gagner du temps pour faire pourrir le mouvement. Utilisant tradition-

nellement le morcellement de la propriété minière en compagnies distinctes disposant de juridictions différentes, les patrons des mines espèrent ainsi mieux contrôler le mouvement et le casser facilement. Ils ne croient pas à la capacité des mineurs d'organiser un mouvement unifié, cohérent. Pourtant, c'est à un tel mouvement qu'ils se heurtent.

Pour appuyer leurs exigences, dans plusieurs puits, par exemple dans le Lensois, les mineurs séquestrent les chefs d'exploitation : ingénieurs et maîtres-ponions. Dans la lutte contre les compagnies minières, les mineurs ne sont pas seuls. Les femmes organisent le ravitaillement indispensable pour le maintien de l'occupation des puits : elles apportent sur le carreau de la mine, le vin, la bière, le pain, les tranches de pâté. Les femmes sont aussi au premier rang dans les manifestations. Souvent, lorsque la manifestation s'ébranle, sur le carreau de la mine, il n'y a

encore qu'un petit groupe mais, aussitôt passé les grilles et engagé dans les corons voisins, le groupe grossit. En ce printemps 1936, les manifestations durent souvent très longtemps : on commence le matin et le cortège n'interrompt sa marche que tard dans l'après-midi, il est devenu alors, avec les renforts des cités, une foule dense, interminable.

Les manifestants chantent l'Internationale en levant le poing, ils brandissent des drapeaux rouges confectionnés à la hâte. Sur



les routes, comme le long de la route de Lens qui mène aux grands bureaux, des gens aux fenêtres répondent en brandissant eux-aussi des drapeaux rouges. Les mêmes drapeaux qu'agitent des gamins des mines, perchés à l'extrême pointe des ter-

riils, pour saluer le passage du cortège.

Les petits orchestres des mines, qui animent les soirs de ducasses, et toutes les fêtes du pays minier, sont aussi de la partie : accordéonistes, joueurs de banjos sont souvent en tête des manifestations, soutenant de leurs instruments la voix de milliers d'hommes et de femmes en lutte.

Cette grande mobilisation du peuple des mines est un élément de poids face aux compagnies. L'organisation de la grève dans chaque puits, est un

surveillance de l'aérage dans les zones dangereuses. Les délégués à la sécurité poursuivent leur activité en prenant les teneurs de grisou. Ainsi, les mineurs pourront reprendre le travail, le jour et l'heure qu'ils auront choisi. Le comité de grève assure la coordination de la lutte avec les autres puits, et fait chaque jour, le point sur l'attitude de la direction, devant les mineurs puis, il organise les manifestations qui parcourent le pays minier.

A la mi-juin 1936, point culminant de la grève dans l'ensemble des corporations, les mineurs obtiennent satisfaction sur plusieurs revendications spécifiques : le taux de la prime sur le salaire de base est augmenté de 12 %, le chronométrage et les «macas» sont supprimés, tous les ouvriers occupés dans une même taille auront un seul billet de compte, ce qui correspond à la volonté des mineurs de s'opposer aux mesures de division.

Les mineurs ne cessent la grève que quelques jours plus tard, après que les revendications nationales de la classe ouvrière aient été obtenues : notamment la semaine de 40 heures payées 48, 15 jours de congés payés, 25 % d'augmentation des salaires...

(à suivre)

### programme

MARDI 6 JANVIER

TF 1

- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - LE VIEIL HOMME QUI CRIAIT AU LOUP : Film US
- 21 h 40 - CES ANNEES-LA 1946-1970 : 1953
- 22 h 40 - DE VIVE VOIX
- 23 h 35 - JOURNAL et fin

A 2

- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - LES DOSSIERS DE L'ECRAN : Le Chômage
- 23 h 15 - JOURNAL et fin

FR 3

- 20 h 00 - F.R.3 75-76
- 20 h 30 - WESTERNS, AVENTURES, BAROUQUERIE
- 22 h 15 - JOURNAL et fin

Mardi 6 janvier, sur A2, aux Dossiers de l'Ecran, ce soir, à 20 h 30, un film d'A. Costa «Daniel, Claude, Simone... et un million d'autres». Il aurait pu s'appeler... «D., C., S., et un million cinq cent mille autres», s'il reflétait la réalité dans sa totalité ! Cependant il n'est pas inintéressant de voir ce que la télé va tenter de tirer des témoignages d'un ajusteur et d'une ouvrière d'une tannerie, confrontés aux «malheurs» d'un PDG privé d'usine à diriger et à exploiter. D'autant que pour en débattre un plateau choisi nous attend : une brochette de PDG (Y. Chotard du CNPF, M. Belcourt des Trois Suisses...) et de «distingués économistes» (J. Delors, G. Oheix, délégué à l'emploi...) et Métais, l'auteur de la sinistre circulaire sur les ANPE avec pour interlocuteurs, rien moins qu'E. Maire pour la CFDT et H. Krasucki pour la CGT...

Une bonne partie du débat risque de tourner autour de la longue grève des tanneurs d'Annonay où il n'est pas assuré que puisse se faire entendre le point de vue des travailleurs, notamment les leçons qu'avaient fait entendre les délégués CFDT d'Hacuitex au Congrès de l'Union Rhône-Alpes de décembre 75 : «Ils savaient qu'ils se battaient pour leur emploi, mais ils savaient aussi que leur lutte était politique», «dont le débouché se concrétiserait à terme par la prise du pouvoir politique par les travailleurs».

Sur TF 1, à 21 h 40, l'émission «Ces années-là» aborde 1953. C'est les derniers temps de la guerre d'Indochine menée par l'impérialisme français, c'est Ridgway la Peste ; cet été là, les postiers, les tramotins, les cheminots et des métallos entraient massivement en lutte contre le gouvernement Laniel... Voilà sur quoi ce soir pourra s'exercer le fiel de M. Droit.

Sur TF 1, toujours, mais à 22 h 35, une émission sur la Résistance où l'on retrouvera les habitués interlocuteurs (Fresnay, Dilligent et Ouzoulias) mais dans un débat sur le rôle du «héros» et des masses dans la Résistance : pour voir ce qui en sera dit, cela vaut la peine de se coucher plus tard qu'à l'ordinaire.

**international**

# CHILI : PINOCHET AUX ABOIS

suite de la page une

Washington prend peur ; et il y a de quoi. Le régime installé par la CIA a en effet plus que fait ses preuves. Sur le plan économique : multiplication des prix par plus de trois, en un an, par dix en deux ans. Pour les neuf premiers mois de l'année, la production industrielle a baissé d'un quart par rapport à l'année précédente. La production de cuivre a également baissé de 15% : la mine de Cutter Grove, à Punta Arena, a été purement et simplement fermée.

Pour les masses, les conséquences de la politique de la junte sont dramatiques. A Santiago, près du quart des travailleurs sont selon les statistiques officielles elles-mêmes, réduits au chômage. Le prix des légumes a été multiplié par dix, celui du sucre par six, celui du lait par cinq. Alors que les besoins alimentaires d'une famille s'élèvent à 900 000 escudos, le salaire moyen est de 200 000. Un ouvrier de Renault s'est vu verser son salaire du mois d'août à 20% en argent, et le reste sous forme d'une radio et d'une paire de chaussures, calculées à leur prix le plus élevé.

Les paysans se voient obligés de vendre leurs vaches pleines pour l'abattage : la valeur d'une bête a diminué, en prix comparé, d'un quart environ. Un paysan du sud écrit : «cette zone est sous la botte des oppresseurs de toujours ; dans notre secteur de travail, ils ont licencié les 3/4

de nos camarades, et dans certaines industries, on travaille quatre jours par semaine... Tous les gens modestes de cette zone sont en train de souffrir de façon impitoyable ; ils n'ont pas de quoi remplir la marmite... Il faut continuer à lutter avec plus de force que jamais contre ces brutes qui massacrent notre peuple, qui sont en train de tuer de faim et de misère, de répression et de persécution.»

Effectivement, des comités de chômeurs se forment à travers tout le pays. A Barrancas (Santiago), des milliers d'entre eux se sont rassemblés pour exiger du travail, occupant la municipalité de vive force. Cent mille habitants de 53 bidonvilles de la zone de Nunoa refusent de payer toute facture d'eau et d'électricité. Les agents des compagnies qui viennent réclamer l'argent sont reçus à coups de pierres.

Ces exemples de lutte qui parviennent à franchir le mur du silence de la dictature fasciste donnent certainement une faible idée des multiples faits de résistance qui se multiplient chaque jour. Que ce soit pour des raisons internes, ou du fait de l'isolement international croissant de la junte, il faut ravaler la façade, et vite. C'est ce à quoi Washington s'emploie, en lançant contre Pinochet ses propres généraux. La ficelle est grosse, et nul, pas plus ici qu'au Chili, ne s'y laissera tromper.

Jean LERMET



Santiago 73 : le triomphe de Pinochet ; ici, les prisonniers du stade.

## fascisme et social fascisme

Le gouvernement soviétique tout en continuant à nier la réalité des camps de prisonniers politiques, essaye toujours pourtant de s'en justifier. Et la dernière trouvaille est de taille : le danger d'un coup d'Etat comme au Chili. «N'est-ce pas un exemple probant, déclare Soukharev, premier vice-ministre de la justice soviétique, de ce que, quand les combattants pour la démocratie ne recourent pas à tous les moyens légaux à leur disposition pour défendre les droits du peuple et de l'homme, la réaction arrive à ses fins». Pour justifier un régime qui, sous couvert de démocratie populaire et de socialisme emprisonne tous les hommes du peuple qui osent se mettre en grève ou dénoncer un pouvoir qui n'a plus rien de socialiste, les dirigeants soviétiques n'ont plus qu'en seul recours à leur disposition : faire croire à un danger fasciste pour justifier un régime social-fasciste.

## IRAN : 10 condamnations à mort

# un régime de terreur

Après la condamnation à mort, vendredi, par un tribunal du Shah, de 10 militants iraniens, une trentaine d'étudiants iraniens ont commencé à Strasbourg une grève de la faim en signe de protestation. Le régime du Shah, qui avait déjà assassiné neuf prisonniers politiques patriotes voici quelques temps, ne doit pas, cette fois, pouvoir perpétrer en toute tranquillité le nouveau crime qu'il prépare.

**TÉMOIGNAGE DE REZA REZAI, APRÈS SON ÉVASION DE PRISON DE LA SAVAK, MEMBRE DE «COMBATTANTS DU PEUPLE» :**

Les tortures sont très atroces surtout à l'égard des guérilleros. (...) Les pieds sont enflés et ensanglantés sous les coups de fouet, le torturé ne peut plus marcher. D'autres organes, (les mains, les pieds, les bras, les jambes, le nez...) sont cassés sous les coups. Une fois rétabli provisoirement, les tortionnaires redonnent des coups sur les mêmes organes à peine rétablis et les cassent à nouveau, ce qui est vraiment hors des limites de toute résistance.

C'est dans cet état que les prisonniers retombent dans le coma et on leur arrache des aveux en leur demandant d'écrire et de signer : «je certifie avoir écrit ces aveux en pleine

santé et je les approuve par ma signature»...

Ali-Asghar Badizadegan, ingénieur, maître assistant à la faculté technique de Téhéran, un des principaux accusés du groupe des 75, a été contraint de s'asseoir sur un réchaud électrique alors qu'on l'avait ligoté à un lit. On l'a torturé ainsi pendant quatre heures. Il s'est évanoui et la brûlure a même atteint ses vertèbres et sa moëlle épinière. (...) Le torturé ne pourra plus jamais marcher normalement. Il marche le dos courbé et en s'aidant de ses mains...

...Mehdi Savalouni, (un autre membre du groupe Shahkal), a eu les deux jambes cassées au moyen d'une barre métallique.

La torture avec la matraque électrique, qui avec ses énormes chocs ne laisse aucune trace sur le corps est la plus courante. L'injection de substances

qui provoquent des spasmes (cardiazol) et des substances qui détruisent la volonté afin de faire avouer sont utilisées. Des chocs électriques très forts sont employés. Des ondes ultra-sons et des lampes très lumineuses (solaires) sont directement projetées longuement sur le visage. L'arrachage des ongles est pratiqué. Des coups sont donnés sur la tête et provoquent la perte de la vue et de la folie. J'ai vu quelqu'un qui était devenu fou et de nombreuses personnes ayant perdu la vue et l'ouïe.

...Les prisons sont si noires et si humides que même les geôliers ne veulent pas y faire la garde. Les dimensions de ces prisons sont de 120 cm x 200 cm sur 2 m de hauteur, avec un soupirail de 30 cm x 40 cm en guise de fenêtre. Cette cellule est éclairée par la faible lueur d'une lampe placée à l'extérieur, très loin de ce soupirail et l'on éteint même celle-ci la plupart du temps. Le prisonnier ne voit jamais un rayon de soleil dans sa cellule. Dans ces dernières, les prisonniers ne s'aperçoivent pas

du passage des jours et des nuits, il n'y a pas assez d'air pour respirer et on y détient parfois jusqu'à trois prisonniers. L'humidité est telle que les morceaux de sucre fondent. (...) Dans les cellules communes il y a quelquefois jusqu'à 30 détenus et en vérité il faut dire que c'est un hôpital de blessés de guerre et non une prison politique, parce que tous ceux qui y sont gardés sont torturés et ont des traces de tortures sur le corps.

On compte aujourd'hui plus de 45 000 prisonniers politiques en Iran qui vivent dans des conditions les plus désastreuses et sous les tortures les plus barbares.

Ces derniers temps, le régime fasciste et criminel du Shah ne se contente plus d'emprisonner et de torturer, il se livre à une tactique nouvelle qui consiste à liquider ses opposants jusqu'au fond des cachots. Les récents assassinats en sont le premier déclenchement. Aujourd'hui, plus d'une centaine de prisonniers politiques sont menacés du même sort.

## ITALIE : vers la crise ?

### LE PS CONTRE LE GOUVERNEMENT, LE P«C» A SON SECOURS

Une nouvelle crise gouvernementale est engagée en Italie : le 4 janvier, la direction du Parti Socialiste Italien déclarait : «la crise est virtuellement ouverte. Le PSI ne saurait confirmer son soutien à un gouvernement qui ne lui inspire plus aucune confiance». Si le PS mettait ces menaces à exécution, le gouvernement, composé par la Démocratie Chrétienne et les Républicains, avec l'appui parlementaire du PS, n'aurait plus qu'une toute petite majorité à la Chambre, et serait largement minoritaire au Sénat, dans la mesure où le PS y est le parti le plus nombreux. Le gouvernement devrait donc démissionner.

Les contradictions se sont aigüées, principalement sur deux points : la loi sur l'avortement, et le «plan anti-crise». Sur le premier point, le PS avait proposé un référendum, comme cela avait été fait précédemment sur la question du divorce. Il avait même, dans ce but, recolté des centaines de milliers de signatures, sur un projet assez libéral, prévoyant l'avortement libre. Mais ce projet s'est heurté à une coalition de fait, des fascistes, de la DC (mise en garde par une sévère déclaration des évêques) et des révisionnistes du PCI. Pour éviter de nouveaux problèmes au gouvernement Moro, ils n'ont pas hésité à soutenir, à côté des fascistes du MSI un projet ultra réactionnaire donnant tout pouvoir aux médecins en matière d'avortement. C'est là leur pratique courante plus particulièrement depuis 6 mois, depuis leur victoire aux élections régionales, et dans leur lignes

d'alliance avec la DC : le fameux «compromis historique». Dans toutes les circonstances difficiles pour la DC, soit ils s'abstiennent, soit ils proposent des amendements qui sont ensuite votés en commissions.

Le deuxième point qui a mis le feu aux poudres, c'est le «plan anticrise», pour lequel le PSI n'a pas été consulté par le gouvernement. Il tente de profiter de la situation pour se démarquer de la DC et des révisionnistes, en refusant de porter la responsabilité de l'énorme faillite : des dizaines d'usines sont sur le point de fermer, et dans des villes comme Naples, le chômage touche plus du quart de la population active... Ce plan prévoit l'attribution de 4000 milliards de lires de subventions et de crédits pour favoriser reconversions et restructurations. Ainsi, Fiat devrait toucher de quoi reprendre Innocenti, dont les travailleurs luttent depuis des semaines pour conserver leur emploi. Ils sont 4500, le plan ne prévoit du travail que pour 3000. Ce n'est qu'un détail, aux yeux des révisionnistes, qui risquent de voter le «plan anti-crise», plan qui fait surtout le bonheur des patrons.

Pour les révisionnistes, l'heure de prendre le pouvoir n'a pas encore sonné. Ils continuent donc à soutenir les plans les plus réactionnaires de la DC, et rejettent de toutes leurs forces une situation qui les forcerait à s'opposer à elle, comme des élections anticipées. C'est sur ces difficultés que mise le PS pour faire reconnaître son importance, et entrer en position de force dans un futur gouvernement.

### Navarro : l'amnistie et la démocratie dans...deux ans

Arias Navarro, ancien premier ministre de France, nouveau premier ministre de Juan Carlos, vient de préciser encore les conditions de l'amnistie telle qu'il l'entend, lui et les franquistes : «une amnistie interviendra à l'issue de notre processus de normalisation, lorsque la démocratie sera prête à fonctionner». Et il va jusqu'à annoncer la date : «dans deux ans, on devrait voir 4 à 5 partis fonctionnant effectivement dans une nouvelle démocratie espagnole». Cette démocratie fantôme avec 4 ou 5 partis dans la mouvance du franquisme, les peuples d'Espagne la rejettent dès maintenant en entamant une lutte de masse pour l'amnistie générale de tous les prisonniers politiques du franquisme.

### GIAP à Alger : accueil chaleureux

Vo Nguyen Giap, vice-premier ministre et ministre de la défense de la République Démocratique du Vietnam, se trouve actuellement à Alger pour une visite officielle de plusieurs jours. L'accueil extrêmement chaleureux que le peuple et le gouvernement algérien lui ont réservé est celui que des combattants donnent à leurs frères d'armes. Le peuple vietnamien a remporté la première grande victoire par les armes contre le colonialisme français. Le peuple algérien a remporté la seconde. Le peuple vietnamien a chassé, aussi, les armes à la main, l'impérialisme US, tandis que l'Algérie combat au premier rang dans la lutte des pays du Tiers-Monde pour se dégager de l'emprise économique de l'impérialisme.